

Evaluation de la Sécurité Alimentaire dans les communes de Balbala et Boulaos

Djibouti

Mars 2014

Données collectées pendant l'Enquête Djiboutienne auprès des ménages - BUDGET CONSOMMATION (ENQUETE PRINCIPALE SUR LES DEPENSES DES MENAGES)-EDAM/BC



Programme Alimentaire Mondial

République de Djibouti

Evaluation de la Sécurité Alimentaire Dans les communes de Balbala et Boulaos,

Données collectées pendant l'Enquête Djiboutienne auprès des ménages - BUDGET CONSOMMATION (ENQUETE PRINCIPALE SUR LES DEPENSES DES MENAGES)-EDAM/BC

© **Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)**, Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de Medici,
00148, Rome,

Italie

Siège Djibouti : Rue Ibrahim M. Sultan, Quartier Héron, BP : 10011, Djibouti
Tel : + (253) 21 35 34 22, Fax : 21 35 48 10,

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont sur www.wfp.org/food-security
Pour des questions, contacter: wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

PAM Djibouti

Jacques Higgins, Directeur du bureau, jacques.higgins@wfp.org

Imed Khanfir, Chargé de programme, imed.khanfir@wfp.org

Nasrine Kayad, analyste de la Sécurité Alimentaire, nasrin.kayad@wfp.org

Section I : Synthèse Globale

Les principaux objectifs de cette évaluation de la sécurité alimentaire à Djibouti-ville étaient les suivants:

- Identifier les zones et les populations en insécurité alimentaire;
- Estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les communes de Balbala et Boulaos;
- Comprendre les causes immédiates et structurelles de l'insécurité alimentaire;
- Evaluer les changements de la situation depuis l'enquête précédente menée en 2012;
- Identifier des options de réponses appropriées pour aider les populations à sortir de l'insécurité alimentaire temporaire et chronique

Dans la mesure du possible, ce rapport va comparer les résultats de cette évaluation avec celle effectuée en 2012 afin de comprendre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire dans le milieu urbain à Djibouti.

Pour la classification des ménages selon leur de sécurité alimentaire, l'ESAD urbaine 2013 utilise une méthodologie qui permet d'avoir des résultats qui peuvent être utilisés pour d'autres analyse (IPC).

Les quatre profils suivants ont été identifiés :

1. Insécurité Alimentaire sévère (0.9% soit 282 ménage),
2. Insécurité Alimentaire Modérée (10.5% soit 3372 ménages),
3. Sécurité Alimentaire Légère (44.9% soit 14017 ménages)
4. Sécurité Alimentaire (43.7% soit 14376 ménages)

La situation de l'insécurité alimentaire est similaire dans les communes de Balbala et Boulaos. 11,5% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire représentant 3700 ménages (1% sévère et 10,5% modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ils ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires minimum sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles. Par ailleurs, Leur base d'actifs est très pauvre en termes de capital humain, financier ainsi que les actifs domestiques ou productifs. Il faut aussi noter que la proportion de femmes chefs de ménages dans ce groupe est également beaucoup plus.

La consommation d'aliments riches en fer, en protéines et vitamine A est insuffisante chez les ménages avec une consommation alimentaire pauvre/limite. Environ 80% de ces ménages n'ont pas consommé d'aliments riches en fer, 38% n'ont pas consommé d'aliments riches en protéines et 33% n'ont pas consommé d'aliments riches en vitamine A au cours de la semaine précédant l'enquête. La grande majorité (96,5% pour les groupes à consommation

pauvre et limite et 50% pour les ménages à consommation acceptable) des ménages ne consomme quasiment pas de fruit.

Une estimation plus ou moins de l'écart d'énergie dans l'alimentation des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée a montré la consommation alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère couvre en moyenne 759 Kcal (environ 40% de la norme internationale recommandée 2100 Kcal / personne/ jour). Alors que les ménages en sécurité alimentaire modérée peuvent couvrir 1700 Kcal (environ 80% de 2100 Kcal).

Les ménages exposés à l'insécurité alimentaire sévère sont dans la situation la plus précaire, car ils n'ont pas un revenu suffisant pour se procurer un panier alimentaire qui répond aux besoins nutritionnels de leurs membres, même s'ils ont 68% de leur revenu à l'alimentation. Ces mêmes ménages ont des sources de revenus pas précaires (47% sont des ouvriers et 53% sont des manœuvres). Ce qui rend leur situation d'insécurité alimentaire encore plus grave pendant l'été, vu que cette période se caractérise par la diminution des opportunités de travail et donc la baisse des revenus de cette tranche de la population.

Basé sur les conclusions ci-dessus, les recommandations générales d'intervention suivantes sont :

Sur la base de ces résultats, il est recommandé de mettre en œuvre des interventions de secours alimentaires et non alimentaires :

Mettre en œuvre un transfert saisonnier de vivres, d'argent ou de coupon pendant la période de soudure (Juillet et Octobre) pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée, avec une formation et / ou composante de travail en vue d'améliorer le capital humain ou physique;

L'aide alimentaire ou autre programme d'assistance alimentaire devraient essayer de couvrir les lacunes en déficit énergétiques fournissant également une alimentation plus diversifiée pour assurer un apport adéquat de micronutriments. Il est recommandé que le panier alimentaire représente environ 1230 Kcal pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée, comme le ciblage spécifique ne serait pas possible ou très difficile sur le terrain.

Table de Matière

Section I : Synthèse Globale.....	3
SECTION II : Contexte, Objectifs et méthodologie.....	7
1. Contexte du pays.....	7
2. Objectifs.....	8
3. Méthodes d'échantillonnage.....	8
3.1 Collecte des données primaires.....	8
3.2 Collecte de données secondaires.....	9
3.3 Analyse des données.....	10
4. Concept de base et cadre conceptuel de la sécurité alimentaire.....	10
4.1 Cadre conceptuel.....	10
4.2 Méthodologie d'Analyse des données.....	12
SECTION III : Situation de la sécurité alimentaire.....	15
Résultats Clés.....	15
1. Classification de la sécurité alimentaire.....	15
1.1 Groupe de ménages selon leur situation de sécurité alimentaire.....	16
Brève description des groupes de Sécurité Alimentaire.....	17
2. Situation de la sécurité alimentaire, de la vulnérabilité.....	19
2.1. Prévalence de la consommation alimentaire des ménages.....	19
Résultats Clés.....	19
2.2 Score de la consommation alimentaire.....	19
2.3 Composition du régime alimentaire.....	22
2.4 <i>Fréquence de consommation de certains aliments riches en nutriments</i>	22
2.5 Sources d'approvisionnement.....	26
3. Vulnérabilité économique et pauvreté.....	27
Résultats Clés.....	27
3.1 Possession des biens des ménages.....	27
3.2 Dépenses des ménages.....	27

3.3 Dépenses alimentaires et non-alimentaires des ménages	28
3.4 Stratégies d'adaptation des ménages	29
3.5 Estimation de l'apport calorique basée sur les dépenses alimentaires	30
3.6 Principales sources de revenu.....	31
Section IV : Conclusions et recommandations	33

SECTION II : Contexte, Objectifs et méthodologie

1. Contexte du pays

Djibouti fait partie des pays les moins avancés et selon le rapport Mondial de Développement Humain de 2011, se classe au 164ème rang sur un ensemble de 186 pays, avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0.445¹.

Djibouti a connu d'importants problèmes de sécurité alimentaire ces dernières années suite à la forte hausse du prix des denrées alimentaires et à une sécheresse récurrente qui a affecté la Corne de l'Afrique. Sa superficie est de 23200 km². Sa population était de 818 159 habitants en 2009². Parmi cette population, 70,6% vivent en milieu urbain dont 58.1% dans la ville de Djibouti, la capitale. Elle abrite les principales activités économiques et culturelles du pays.

Avec des températures moyennes s'étalonnant de 30° à 45°, une pluviométrie moyenne de seulement 150mm par an et avec moins de 1.000 km² de terres arables (0,04 pour cent des 23 200 km²), Djibouti est classé comme environnement aride. Le pays a un déficit alimentaire chronique et est totalement dépendant des importations pour satisfaire ses besoins alimentaires. En tant que tel, il est très sensible aux chocs extérieurs tels que les hausses de prix des denrées alimentaires/des carburants et les catastrophes naturelles telles que les inondations/les sécheresses. Son climat ne permettant pas la production agricole, le pays s'est traditionnellement appuyé sur une économie de rente — bases militaires, aide étrangère et revenus portuaires qui contribuent à une progression annuelle du PIB. En ligne avec les tendances des dernières années, en 2013 la croissance devrait s'accélérer encore autour de 5% grâce à l'intensification des activités portuaires et une hausse considérable des investissements directs étrangers.

Cependant, la croissance macro-économique ne s'est pas traduite en une réduction de la pauvreté et une amélioration de l'emploi. L'actualisation du profil de pauvreté, conduite en 2012, a révélé une détérioration des conditions de vie de la population avec 79 % des Djiboutiens en situation de pauvreté relative contre 74 % en 2002. Bien que le taux de pauvreté extrême soit resté stable entre 2002 et 2012 à près de 42 %, la croissance démographique engendre néanmoins une augmentation du nombre de personnes en situation de pauvreté extrême. Le chômage touche 48 % des actifs.

¹ Rapport sur le développement humain 2013 :http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2013_french.pdf

² RGPH 2009

Dans le domaine de l'éducation, l'accès a sensiblement progressé grâce à une politique volontariste. Sur la période 2000-2010, le taux de scolarisation est passé de 39% à 75% et le ratio filles/garçon était de 0.8 en 2001 et 0.89 en 2010.³ Néanmoins, la qualité de l'éducation reste insuffisante. Près de la moitié de la population adulte n'a pas été scolarisée et seulement 6 % des adultes ont atteint un niveau d'éducation supérieur. L'analphabétisme touche 50.5 % de la population. Une réforme du curriculum de l'enseignement secondaire est en cours pour favoriser l'adéquation entre formation et besoins du marché du travail.

2. Objectifs

Les principaux objectifs de cette étude étaient d'évaluer la situation de l'insécurité alimentaire à Djibouti-ville et son évolution depuis 2012.

Les objectifs Spécifiques étaient les suivants:

- Identifier les zones et populations en insécurité alimentaire;
- Estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire et la prévalence de l'insécurité alimentaire;
- Comprendre les causes immédiates et structurelles de l'insécurité alimentaire;
- Evaluer les changements de la situation depuis l'enquête précédente menée en 2012;
- Identifier des options de réponses appropriées pour aider les populations à sortir de l'insécurité alimentaire temporaire et chronique.

Le but de ce rapport était de fournir une analyse concernant le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, comprendre pourquoi et comment sont-elles dans cette situation afin de guider des activités opérationnelles pour les prochains programmes à Djibouti. L'enquête inclut la révision des données secondaires disponibles.

Dans la mesure du possible, les mêmes indicateurs sont utilisés afin de pouvoir comparer avec les résultats de l'enquête de 2012 et d'avoir une analyse précise de l'évolution de la situation de l'insécurité alimentaire.

3. Méthodes d'échantillonnage

3.1 Collecte des données primaires

L'accès aux produits alimentaires reste un défi pour d'importantes franges de la population à Djibouti. Ces difficultés sont souvent accentuées après la sécheresse récurrente qui a

³ Rapport PNUAD 2013-2017

détruit les moyens d'existence des populations et amenant entre autre l'exode rural des populations vers la capitale.

Une récente enquête Budget-Consommation (EBC) auprès des ménages réalisée par la Direction des Statistiques et des Etudes Démographiques (DISED) a permis d'insérer les variables permettant de mesurer l'insécurité alimentaire à Djibouti (EBC 2013).

Le module de base de l'EBC permet de mesurer les conditions de vie des ménages et il comporte le module de consommation et donc il permet de mesurer l'exposition des ménages à l'insécurité alimentaire selon une nouvelle approche développée par le PAM.

Pendant l'enquête principale, un effectif total de 1548 ménages ont été enquêtés dont 1008 ménages dans la ville de Djibouti et 540 ménages dans les 5 chefs-lieux, soit un effectif de 108 ménages par région. Les 1548 ménages sont répartis comme suit :

L'agglomération de Djibouti : 1008 ménages qui sont répartis dans 84 zones de dénombrement (ZD) ou zone d'enquête (ou Unités Primaires de sondage, UP), à raison de 12 ménages par zone.

Les 5 Chefs-lieux des régions du pays : 540 ménages (108) qui sont repartis dans 45 zones de dénombrement (ZD) (9 ZD par chef-lieu), à raison de 12 ménages par zone.

Le choix d'attribuer la moitié des strates à Djibouti-ville se justifie par l'importance du poids démographique de la ville qui abrite plus de 73% de la population couverte (Urbaine) par l'enquête. L'EBC reposait sur un sous échantillon de l'EDAM 3-IS.

L'étude a cherché à fournir des résultats représentatifs pour les communes de Balbala et Boulaos (ces zones ayant la plus forte proportion de ménages pauvres et extrêmement pauvres) et indicatifs pour Djibouti ville pour les ménages « pauvres » et « très pauvres ».

Il est à souligner que le champ de l'enquête a couvert l'ensemble du pays. Cependant, pour plus de comparabilité avec les évaluations précédentes, l'analyse s'est concentrée sur les communes de Boulaos et Balbala car ce sont les zones les plus peuplées et comprenant les quartiers les plus pauvres.

Enfin, des estimations à titre indicatif peuvent être faites pour des résultats sur les arrondissements.

3.2 Collecte de données secondaires

Dans cette étude, une compilation des données selon les différentes documentations a été mise à jour. Ces informations sont qualitatives et sont issues des statistiques gouvernementales, des enquêtes nationales et des discussions informelles avec les

partenaires clés. Elles ont été utilisées pour la validation et les besoins de comparaison des résultats de cette enquête et aussi pour ajouter des connaissances supplémentaires sur des facteurs liés à la sécurité alimentaire à Djibouti.

3.3 Analyse des données

L'analyse est essentiellement descriptive et s'appuie sur des tableaux statistiques et graphiques nécessaires, utilisant des indicateurs ou indices (effectifs globaux, proportions, autres indicateurs). Il s'agit des analyses des évolutions des conditions socio-économiques, des variations selon la commune de résidence ou des variations selon d'autres caractéristiques. Elle sera également comparative.

L'interprétation des résultats permettra de dégager la signification statistique et les implications des résultats par rapport au contexte socio-économique de la zone d'étude.

4. Concept de base et cadre conceptuel de la sécurité alimentaire

4.1 Cadre conceptuel

La sécurité alimentaire a été définie comme suit : « tous les membres d'un ménage, à tout moment, ont un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, sûre et nutritive, qui réponde à leurs besoins diététiques et leurs préférences alimentaires, pour une vie saine et active. » (Source : Sommet Mondial sur l'Alimentation 1996).

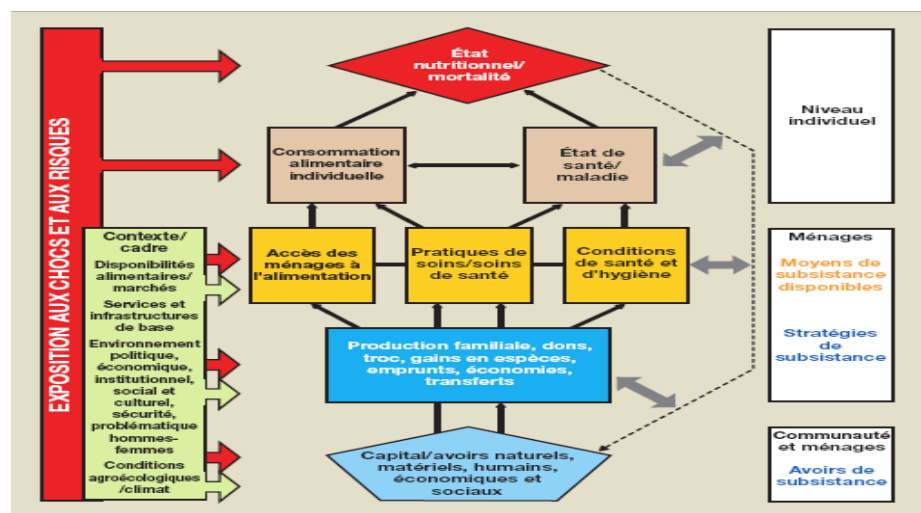
Cette définition intègre les trois piliers de la sécurité alimentaire:

- la disponibilité alimentaire qui désigne la quantité de nourriture réellement présente dans un pays ou une région sous toutes les formes par le biais de la production domestique, des importations commerciales et de l'aide alimentaire ;
- l'accès alimentaire renvoie à la capacité d'un ménage à se procurer de façon régulière la quantité nécessaire de nourriture par le biais de sa propre production domestique, de ses réserves, ses achats, son troc, des dons, des emprunts et de l'aide alimentaire ;
- l'utilisation de la nourriture désigne l'utilisation (préparation et consommation) par un ménage de la nourriture à laquelle il a accès et la capacité d'un individu à absorber et à métaboliser les substances nutritives (transformation effective de la nourriture par le corps humain).

L'analyse des différents indicateurs liés à la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire a été effectuée selon le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) présenté ci-après.

Dans ce cadre conceptuel de la sécurité alimentaire des ménages, les disponibilités alimentaires, l'accès à l'alimentation et son utilisation sont considérés comme des facteurs clés de la sécurité alimentaire et sont associés aux avoirs disponibles des ménages, à leurs stratégies de subsistance et à l'environnement politique, social, institutionnel et économique.

Figure 1: Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du PAM



Source: Vulnerability Assessment and Mapping Unit's livelihoods and food security framework, WFP

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est analysée pour déterminer la nature des risques encourus par les personnes et les ménages. Trois grands concepts (moyens de subsistance, sécurité alimentaire et nutrition) sont examinés au regard du cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

- Moyens de subsistance: Les normes Sphère comme détaillé ici-bas définissent les moyens de subsistance de la façon suivante:

“Les moyens de subsistance se composent des capacités, des biens (y compris les moyens matériels ainsi que sociaux) et des activités requis pour se donner un moyen de gagner sa vie qui soit propice à la survie et au bien-être futur.”

- La sécurité alimentaire: Lorsqu'un choc survient, les ménages et les membres de la communauté réagissent de différentes façons. Leur faculté à résister aux crises sans perturbation excessive de leurs moyens de subsistance dépend de leur vulnérabilité ou de leur résilience.

- La vulnérabilité est définie comme l'exposition à des risques et l'incapacité de faire face aux conséquences.

- La résilience désigne la capacité d'une personne ou d'une communauté de se relever suite à une catastrophe ou à une période difficile, et de tirer parti de ces épreuves. De façon générale, plus un ménage possède d'avoirs et plus il peut diversifier ses stratégies, plus il sera résilient. Cependant, les ménages disposant de nombreux avoirs matériels, financiers ou naturels peuvent être pris pour cibles lors d'un conflit ou de troubles civils. Dans ces cas, la solidité de la structure des avoirs accroît la vulnérabilité.

- Nutrition: L'évaluation de la situation nutritionnelle fait partie intégrante d'une analyse de la sécurité alimentaire. Parallèlement à l'inventaire des risques et problèmes sanitaires évidents qui touchent les personnes souffrant de malnutrition, la connaissance de l'état nutritionnel de ces personnes donne des indications objectives et comparables sur l'ampleur des menaces pesant sur les vies humaines et les moyens de subsistance.

Par ailleurs, il est aussi à noter, que l'étude fait grandement référence au terme de ménage, il est utilisé dans plusieurs sens en fonction du contexte opérationnel et institutionnel dans lequel il est employé. Dans le cadre de cette analyse, la notion de ménage désigne un groupe de personnes (ou une seule personne) apparentées ou non, vivant ensemble sous le même toit et satisfaisant ensemble leurs besoins économiques et sociaux essentiels (nourriture en particulier). Ils reconnaissent en général l'autorité d'un chef de ménage, c'est-à-dire une personne pouvant répondre des autres sur le plan social, économique et moral, etc.

4.2 Méthodologie d'Analyse des données

L'algorithme utilisé pour estimer le niveau de la sécurité alimentaire dans l'étude est basée sur une approche prenant en compte les multiples dimensions de la sécurité alimentaire avec des indicateurs transparents et conformes aux concepts de sécurité alimentaire internationalement reconnues. Les buts à atteindre sont un classement conforme à d'autres échelles comme le Cadre Intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

Securité alimentaire	Ménage capable de satisfaire ses besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies d'adaptation atypiques.	Securité alimentaire
Securité alimentaire Légère	Ménage qui a une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles. Ne peut pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.	
Insecurité alimentaire modérée	Ménage qui a une consommation alimentaire déficiente OU qui ne peut satisfaire ses besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.	Insécurité alimentaire
insécurité alimentaire sévère	Ménage qui a une consommation alimentaire très déficiente OU qui connaît une perte très importante de ses moyens de subsistance qui vont conduire à des déficits importants dans sa consommation alimentaire OU pire.	

La méthode standard proposée est basée sur un algorithme qui prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire: l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et l'accès à long terme dont la capacité d'adaptation est mesurée par rapport aux dépenses alimentaires, l'épuisement des avoirs et des stratégies d'adaptation et / ou de la base d'actifs des ménages. Elle combine une série d'indicateurs de sécurité alimentaire en un indicateur appelé l'indice de sécurité alimentaire (FSI) - qui représente l'état de la sécurité alimentaire globale de la population. La console elle-même sert à fournir un aperçu clair des taux des différents types de l'insécurité alimentaire d'une population

Table 1: Algorithme de classification de la sécurité alimentaire

Domaine		Indicateur	Securité Alimentaire	Insecurité Alimentaire Légère	Insecurité Alimentaire Modérée	Insecurité Alimentaire Sévère	
			1	2	3	4	
Statut	Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Consommation Alimentaire	Acceptable		Limite	Pauvre
Capacité d'adaptation		Vulnérabilité économique	Proportion des dépenses alimentaires	< 50%	50% -- 65%	65% -- 75%	≥ 75%
		Epuisement des actifs	stratégies d'adaptation	aucune	Stratégie de stress	Stratégie de crise	Stratégie d'urgence
Synthèse des indicateurs	Résumé de la consommation alimentaire		Chaque ménage est affecté à un groupe basé sur une moyenne simple des indicateurs de consommation disponibles qui ont été converties en échelles à 4 points.				
	Résumé de la capacité d'adaptation		Chaque ménage est affecté à un groupe basé sur la moyenne des dépenses alimentaire et la classification des mesures de durabilité des moyens d'existence				
	la classification globale du PAM de l'insécurité alimentaire		Chaque ménage est affecté à un groupe d'insécurité alimentaire basée sur une moyenne simple de la synthèse de la consommation alimentaire et des capacités d'adaptation.				

SECTION III : Situation de la sécurité alimentaire

Résultats Clés

Dans les communes de Balbala et Boulaos, 11 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire (1% sévère et 10,5% modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ils ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires minimum sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles.

Environ 44% des ménages enquêtés sont en sécurité alimentaire limite. Ces ménages peuvent s'assurer une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles mais ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.

Environ 45% des ménages sont en sécurité alimentaire.

1. Classification de la sécurité alimentaire

Cette Analyse utilise un score composite (ou synthétique) de la sécurité alimentaire mettant ensemble les indicateurs proxy de la sécurité alimentaire et prenant en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire: i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme dont la capacité d'adaptation est mesurée par rapport aux dépenses alimentaires, l'épuisement des avoirs, aux stratégies d'adaptation et / ou de la base d'actifs des ménages. Cette méthode standard³⁰ utilisée est basée sur un algorithme. La formule utilisée pour estimer la situation de la sécurité alimentaire dans cette étude est basée sur les récents efforts déployés par le PAM pour parvenir à une méthodologie standardisée afin d'estimer la sécurité alimentaire dans divers pays et avec différents types d'évaluations. La méthode standard proposée vise à développer un classement conforme à d'autres échelles telles que le Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) mais en même temps à veiller à un certain niveau de comparabilité avec les études précédentes menées dans les pays.

Sur la base de cette méthodologie, l'évaluation classe la situation de la sécurité alimentaire des ménages en quatre catégories de niveau croissant de sévérité.

Les deux groupes insécurité alimentaire modérée et sévère combinés donnent la prévalence de l'insécurité alimentaire.

Table 2 : Console de la classification de la sécurité alimentaire (score synthétique)

Domaine		Indicateur	Securité Alimentaire	Securité Alimentaire Limite	Insecurité Alimentaire Modérée	Insecurité Alimentaire Sévère
			1	2	3	4
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Consommation Alimentaire	Acceptable		Limite	Pauvre
			93,3%		4,3%	4,7%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Proportion des dépenses alimentaires	< 50%	50%--65%	65%--75%	≥ 75%
	67,4%	19,9%	6,1%	6,5%		
	Epuisement des actifs	stratégies d'adaptation	aucune	Stratégie de stress	Stratégie de crise	Stratégie d'urgence
			63,1%	10%	23%	3,9%
			Securité Alimentaire	Insecurité Alimentaire Limite	Insecurité Alimentaire Modérée	Insecurité Alimentaire Sévère
Classification Globale			44,9%	43,7%	10,5%	1%

1.1 Groupe de ménages selon leur situation de sécurité alimentaire

Les résultats montrent qu'environ 3700 ménages (11,4% du total) dans la zone évaluée sont en insécurité alimentaire sévère et modérée. (Figure 1 et tableau2). La figure montre également que la situation de l'insécurité alimentaire est similaire dans les communes de Balbala et Boulaos

Figure 2 : Répartition des ménages par groupes de sécurité alimentaire

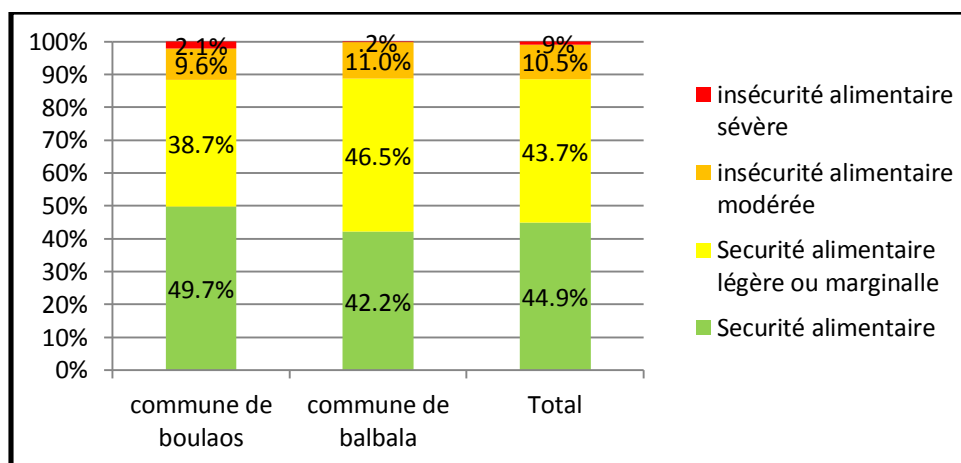


Table 3: Nombre estimatif des ménages en insécurité alimentaire

	commune de Boulaos	commune de Balbala	total	
Securité alimentaire	5615	8761	14376	Sécurité alimentaire
Securité alimentaire légère ou marginale	4368	9649	14017	
insécurité alimentaire modérée	1081	2291	3372	Insécurité alimentaire
insécurité alimentaire sévère	233	49	282	
La prévalence des ménages en insécurité alimentaire	11.40%	3654		

Bien que les résultats de cette évaluation ne sont pas tout à fait comparables à ceux rapportés dans l'ESAD 2012, principalement en raison de la période de collecte des informations, la prévalence de l'insécurité alimentaire dans cette étude meilleure que le niveau indiqué dans l'ESAD 2012. Il n'est donc pas possible de conclure si le niveau de l'insécurité alimentaire est un signe de détérioration de la situation ou c'est juste une conséquence des disparités. (Voir tableau 2)

Table 4: Prévalence de l'insécurité alimentaire 2010, 2012 et 2013- Djibouti Ville

Année	Échantillon nage	Insécurité Alimentaire Sévère	Insécurité Alimentaire Modérée
2010	183	5.00%	7.00%
2012	518	6.30%	11.80%
2013	619	1%	10,5%

Brève description des groupes de Sécurité Alimentaire

Insécurité Alimentaire sévère:

Les ménages qui ont une consommation pauvre consomment surtout du riz ou un autre type de céréale, du sucre et de l'huile tous les jours. Par contre, ils ne consomment des légumes qu'une à deux fois par semaine et des légumineuses moins d'une fois par semaine. Ils ne consomment pratiquement pas de fruits, de lait et de protéines animales.

Ils consacrent une plus grande proportion de leur revenu à la nourriture (plus de 80%). Ces ménages comptent essentiellement comme sources de revenus le travail journalier.

Leur base d'actifs est très pauvre en termes de capital humain, financier ainsi que les actifs domestiques ou productifs. Il faut aussi noter que la proportion de femmes chefs de ménages dans ce groupe est également beaucoup plus élevée.

En termes de biens, la majorité de ces ménages sont propriétaires d'actifs très basiques

Insécurité Alimentaire modérée:

Les ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée sont des ménages à consommation alimentaire limitée, ils ont le même régime que les ménages à insécurité alimentaire sévère mais consomment un peu plus souvent des légumes et légumineuses. Ils consomment aussi du lait et de la viande environ une fois par semaine.

Leur proportion de dépenses alimentaires par rapport au total de leurs dépenses est plus faible que le groupe précédent (54,5% contre 81,3%), mais la valeur absolue de nourriture consommée par personne et les dépenses non alimentaires sont nettement inférieures à celles des ménages en situation de sécurité alimentaire. En moyenne, les dépenses totales de ce groupe sont la moitié de la valeur des dépenses des ménages en sécurité alimentaire (1599 FDJ/ménages/mois contre 3423 FDJ /ménages/mois), ce qui affecte sûrement leurs solvabilité. Pareillement que les ménages en insécurité alimentaire sévère, ils dépendent de du travail journalier comme principales sources de revenu. Il faut aussi noter que la proportion de femmes chefs de ménages dans ce groupe est également beaucoup plus élevée, pareillement que le groupe de ménages en insécurité alimentaire sévère.

En termes de possession de biens, ces ménages ont un nombre limité de biens matériels, mais en comparaison avec le groupe précédent, ils possèdent quelques biens en plus.

Insécurité Alimentaire Légère:

La majorité de ces ménages sont dans le groupe de consommation alimentaire acceptable, mais leur capacité d'accès en termes de revenu est inférieure à la moyenne. Environ 15% de ce groupe ont dépensé plus de 65% de leur revenu dans l'alimentation. 45% de ces ménages s'appuient aussi sur l'utilisation de mécanisme d'adaptation de crise et d'urgence le crédit pour satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires, ce qui altère leur capacité future de résister aux chocs possibles. Leur base d'actifs est plus diversifiée par rapport à ceux en insécurité alimentaire sévère ou modérée.

Sécurité Alimentaire:

Ces ménages ont une consommation alimentaire acceptable. Ils ont un niveau de revenu beaucoup plus élevé (mesuré par les dépenses comme indicateur approximatif), car le total des dépenses mensuelles alimentaire et non-alimentaire par personne sont presque le double de ceux de l'insécurité alimentaire.

La principale source de revenu pour la grande partie de ce groupe est l'emploi salarié, qui est plus stable et mieux payés. Quant à leur possession matérielle, ces ménages ont tendance à posséder plus d'objets de valeur.

2. Situation de la sécurité alimentaire, de la vulnérabilité

Cette analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité s'articule autour de deux principaux indicateurs: le score de consommation alimentaire 16 et le score synthétique de la sécurité alimentaire.

2.1. Prévalence de la consommation alimentaire des ménages

Résultats Clés

- Au niveau des communes, 9% des ménages avaient une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de vivre une vie saine et active (4,7% avaient une consommation alimentaire pauvre et 4,3% avaient une consommation alimentaire limite) au moment de l'enquête.
- Le pourcentage des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite est beaucoup plus élevé dans la commune de Boulaos (11,1%) que Balbala (7,9%).
- La consommation d'aliments riches en fer, en protéines et vitamine A est insuffisante chez les ménages avec une consommation alimentaire pauvre/limite. Environ 80% de ces ménages n'ont pas consommé d'aliments riches en fer, 38% n'ont pas consommé d'aliments riches en protéines et 33% n'ont pas consommé d'aliments riches en vitamine A au cours de la semaine précédant l'enquête.
- La grande majorité (96,5% pour les groupes à consommation pauvre et limite et 50% pour les ménages à consommation acceptable) des ménages ne consomme quasiment pas de fruit.

2.2 Score de la consommation alimentaire

Au niveau des communes de Balbala et Boulaos, 9% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de mener une vie active et saine:

- Environ 5 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre. Ils consomment principalement des aliments de base (céréales/tubercules) avec un peu d'huile, de sucre et des condiments.

Très peu diversifié, leur régime alimentaire est caractérisé par des carences (aliments riches en protéines animales, fruits, lait et produits laitiers) traduisant des problèmes d'accès.

- 4,3% des ménages ont une consommation alimentaire limitée. Leur régime est un peu plus diversifié. Ces ménages consomment des légumineuses, du sucre de temps en temps.
- Environ 90% des ménages ont une consommation alimentaire acceptable

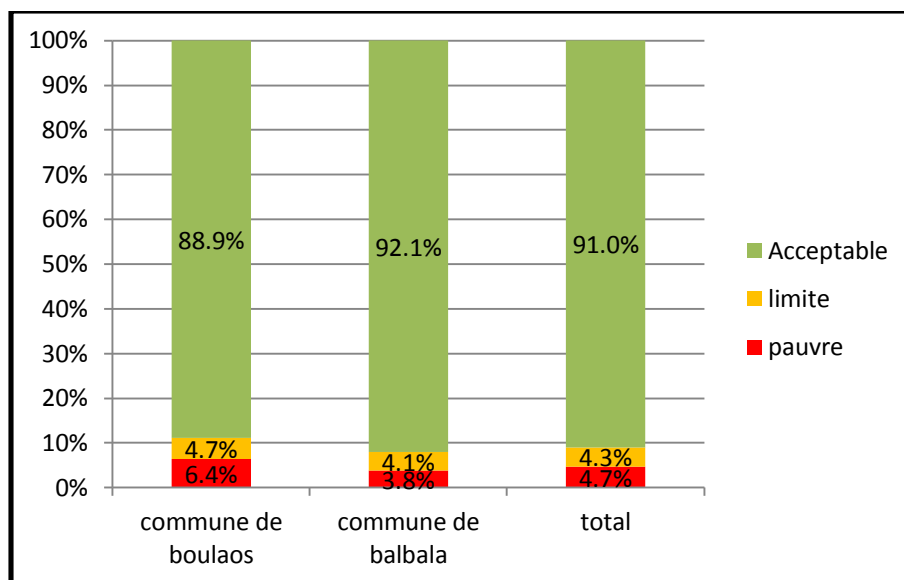
Définition: Les estimations de la prévalence des groupes de consommation alimentaire sont basées sur le score de la consommation alimentaire des ménages (SCA). Ce score est un indicateur de l'accessibilité aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire.

Il est calculé à partir de:

- la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage pendant les sept jours précédant l'enquête),
- la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête),
- l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

L'analyse de la consommation alimentaire est basée sur une liste de dix-neuf groupes d'aliments et inclut les principaux aliments riches en macro- et micronutriments. Cela permet une meilleure évaluation des déficiences en certains nutriments spécifiques (micronutriments) et des risques de carence qui y sont associés.

Figure 3 : Groupes de consommation alimentaire par commune



Par rapport aux résultats des évaluations précédentes (EFSA Urbain 2008, 2010) (table 4), la proportion des ménages à consommation pauvres sont plus élevée en 2012 et 2013.

Table 5: Groupe de consommation alimentaire de 2008, 2010,2012 et 2013 - Djibouti Ville4

année	Echantillon	pauvre	limite	Acceptable	Remarques
2008		8%	14%	78%	
2010	183	1%	3%	96%	
2012	518	4%	11%	86%	quartiers pauvres de Balbala et Boulaos
2013	619	3,5%	3%	93,5%	quartiers pauvres de Balbala et Boulaos dans EDAM-EBC

Les indicateurs de consommation alimentaire montrent une tendance considérablement favorable en 2013 par rapport à l'année précédente. En effet, cette année, 93,5% des ménages ont enregistré une consommation alimentaire acceptable, contre 86% en 2012. De plus, on a assisté à une diminution importante du nombre des ménages ayant une consommation alimentaire limite dont la proportion est passée de 11% à 3%. La proportion des ménages avec consommation pauvre n'a pas subi des changements substantiels.

⁴ Utilisation du 21 comme valeur seuil (identique à ce qui a été retenu les années précédentes pour des besoins de comparaison)

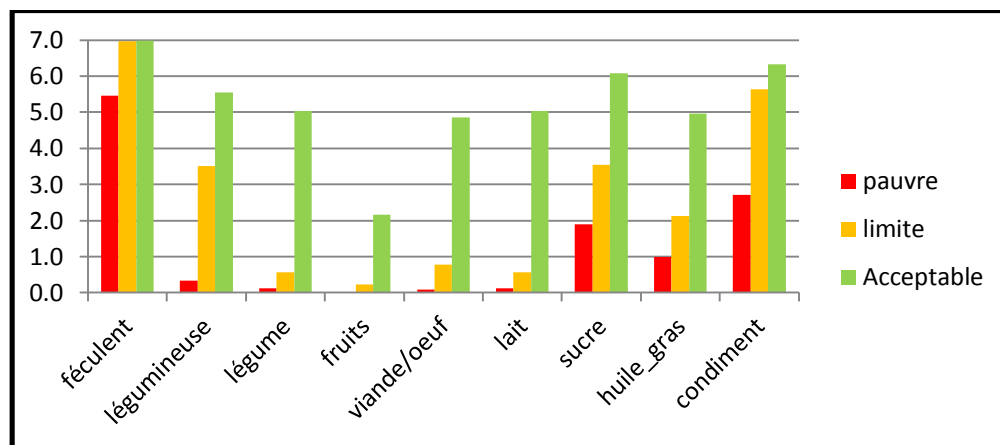
2.3 Composition du régime alimentaire

Un régime alimentaire généralement pauvre basé sur les céréales, l'huile et le sucre

Le régime alimentaire des ménages à une consommation pauvre est principalement basé sur la consommation de féculents (céréales et tubercules). Ils ne consomment pas des fruits et légumes, de lait, de protéines animales et des légumineuses.

Les ménages qui ont une consommation limite ont le même régime mais consomment un peu plus souvent des légumineuses. Ils consomment du sucre environ trois fois par semaine.

Figure 4: Consommation alimentaire hebdomadaire / groupe de consommation alimentaire (en moyenne de jours/semaine)



Le régime des ménages en consommation alimentaire acceptable est lui aussi basé sur la consommation de céréales, d'huile et de sucre, mais ils consomment surtout beaucoup plus fréquemment du lait, des légumineuses, et des protéines animales (environ cinq jours par semaine).

L'accès au lait est le facteur principal ayant une influence sur l'appartenance des ménages aux différentes classes de consommation alimentaire. Egalement, la consommation de viande & œufs, de fruits et de légumes contribue sensiblement au SCA des groupes ayant consommation alimentaire acceptable et limite.

2.4 Fréquence de consommation de certains aliments riches en nutriments

Semblable à d'autres scores composites, le Score de Consommation Alimentaire peut masquer les carences de la consommation spécifique des aliments riches en macro et micronutriments, et il n'est pas très utile pour comprendre les lacunes en nutriments. Par

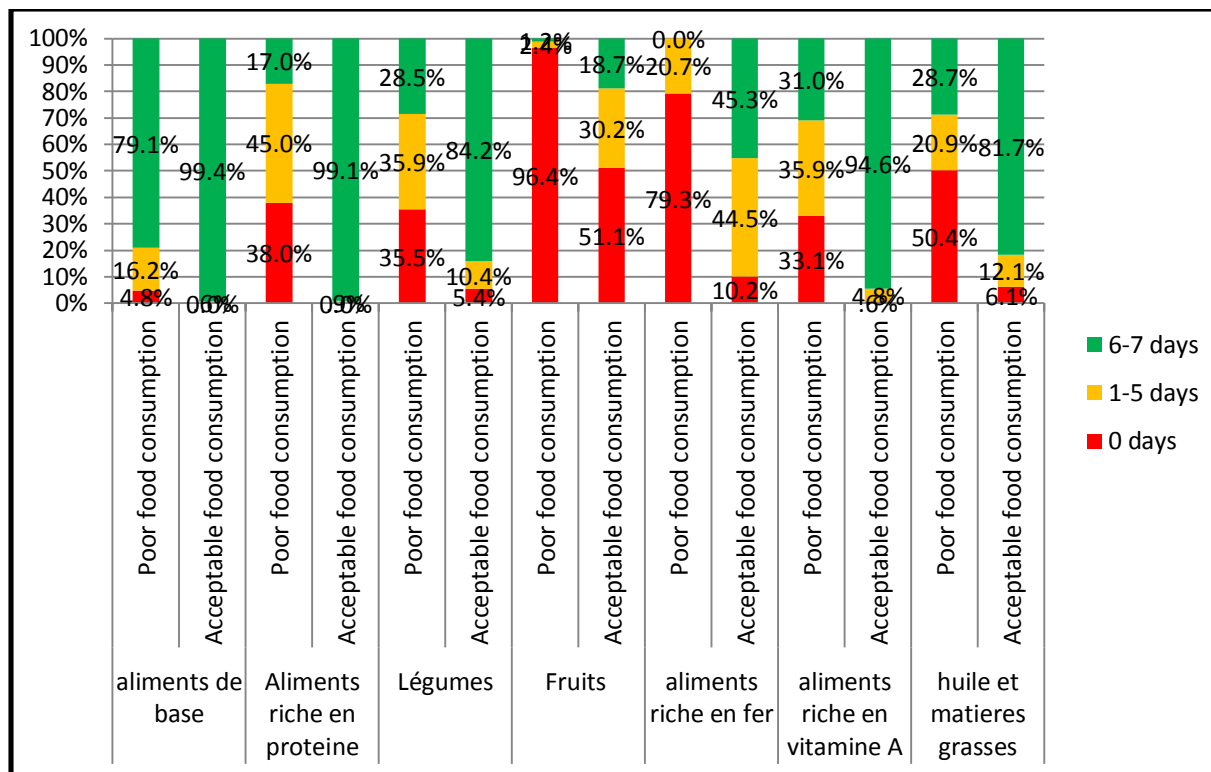
conséquent, une analyse plus approfondie des modes de consommation alimentaire des ménages a été réalisée en regardant simplement la fréquence de consommation des aliments spécifiques riches en nutriments pour identifier la probabilité des carences en macro et en micronutriments.

Il existe des différences significatives quant à la fréquence de la consommation d'aliments riches en protéine, en fer et vitamine A entre les groupes de consommation alimentaire.

Les ménages des groupes de consommation alimentaire pauvre et limite ont une faible consommation d'aliments riches en fer, en protéine et en vitamine A qui pourrait être à l'origine de la prévalence d'un certain nombre de maladies carencielles.

- Près de 80% des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'aliments riches en fer. Le reste des ménages, soit 20%, n'en consomment qu'une à cinq fois par semaine.
- Près de 33% des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'aliments riches en vitamine A et 36% des ménages n'en consomment qu'une à cinq fois par semaine.
- Environ 96,5% pourcent de ces ménages ne consomment pas de fruits.
- 38% des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'aliments riches en protéine. 45% n'en consomment qu'une à cinq fois par semaine.
- Tous les ménages consomment des aliments de base quotidiennement, même les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite.

Figure 5: La fréquence de consommation des aliments riches en nutriments spécifiques par des groupes de consommation alimentaire (% des ménages)

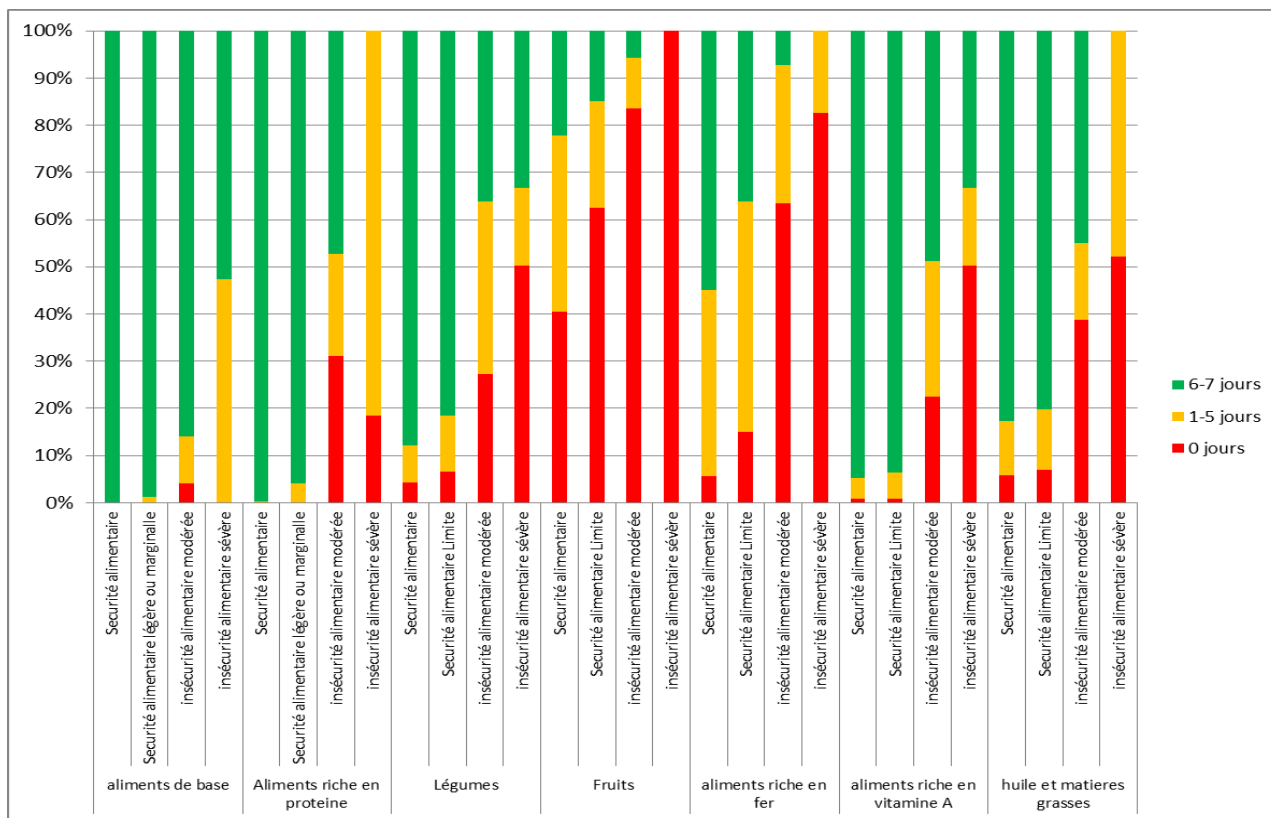


L'étude montre également une fréquence faible de consommation généralisée d'aliments riches en fer quel que soit le groupe de la consommation alimentaire, ce qui pourrait être l'un des facteurs qui expliquent les taux élevés de prévalence de l'anémie estimés par l'OMS à 65,8% chez les enfants d'âge préscolaire⁵. La consommation des aliments riches en vitamine A est également un sujet de préoccupation, non seulement dans le groupe de consommation alimentaire pauvre, mais aussi pour la moitié des ménages de la consommation acceptable.

Les différences selon les classes de sécurité alimentaire montrent les mêmes tendances à savoir que les groupes en insécurité alimentaire sévère et modérée ne mangent ni des aliments riches en fer ni en vitamine A. La consommation d'aliments riches en protéines est également une grande préoccupation pour ces deux groupes.

Figure 6: La fréquence de consommation des aliments riches en nutriments spécifiques par des groupes de sécurité alimentaire (% des ménages)

⁵ OMS, 2005: la prévalence de l'anémie dans le monde, 1993-2005



En résumé, la table 4 fait le lien entre la consommation alimentaire et les différents risques relatifs à l'état nutritionnel des membres du ménage:

Table 6: Liaison entre Consommation Alimentaire et Nutrition

Résultats	Risques de malnutrition
Faible Fréquence de consommation d'aliments riches en protéines dans les groupes sévère et modérée d'insécurité alimentaire	Risque plus élevé de malnutrition
Fréquence très faible de consommation de fruits et légumes dans les ménages en insécurité alimentaires sévères et modérés	Risque plus élevé de carences en micronutriments en particulier pour les enfants et les femmes
Très faible consommation des aliments riches en vitamine A en deux groupes sévère et modérée d'insécurité alimentaire	Risque élevé de carence en vitamine A
Très faible consommation d'aliments riches en fer, des groupes d'insécurité alimentaire sévère et modérée, mais aussi dans le groupe en sécurité alimentaire	Risque élevé d'anémie ferriprive chez les enfants <2 ans et les femmes enceintes et allaitantes

2.5 Sources d'approvisionnement

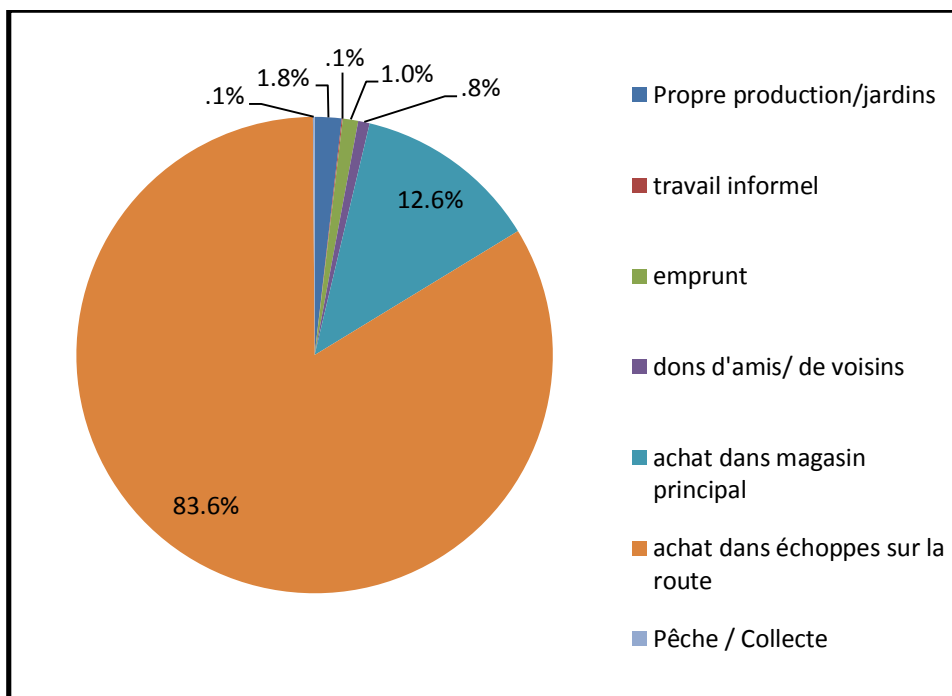
A cause des contraintes climatiques, le pays est obligé principalement d'importer des denrées alimentaires pour nourrir sa population.⁶

96,2 % de la nourriture consommées est achetée, la majorité sur échoppes sur la route (83.6%), suivi par les grands magasins (12,6%). La propre production est quasi inexistante, moins de 2%.

Les principaux lieux d'achat dans les zones urbaines sont les kiosques, cela pourrait être important pour la définition d'intervention sur les marchés.

Les ménages ont tendance à acheter plus de nourriture dans les échoppes sur la route, Cela suggère qu'ils achètent de façon journalière de petites quantités de nourriture, leur revenant plus cher à l'achat par petites unités qu'en gros chez un grossiste.

Figure 7: Principales sources d'aliments consommés (en % des ménages, par région)



⁶ Le secteur primaire (utilisation des ressources naturelles c'est à dire agriculture, pêche et extractions de gaz, minerais et pétrole) ne représente que 3% du PIB. La production agricole est limitée à la production de fruits et légumes qui ne couvre que 10% des besoins nationaux (2004-2005). IMF, Djibouti: Poverty Reduction Strategy Paper - Annual Progress Report, June 2012.

3. Vulnérabilité économique et pauvreté

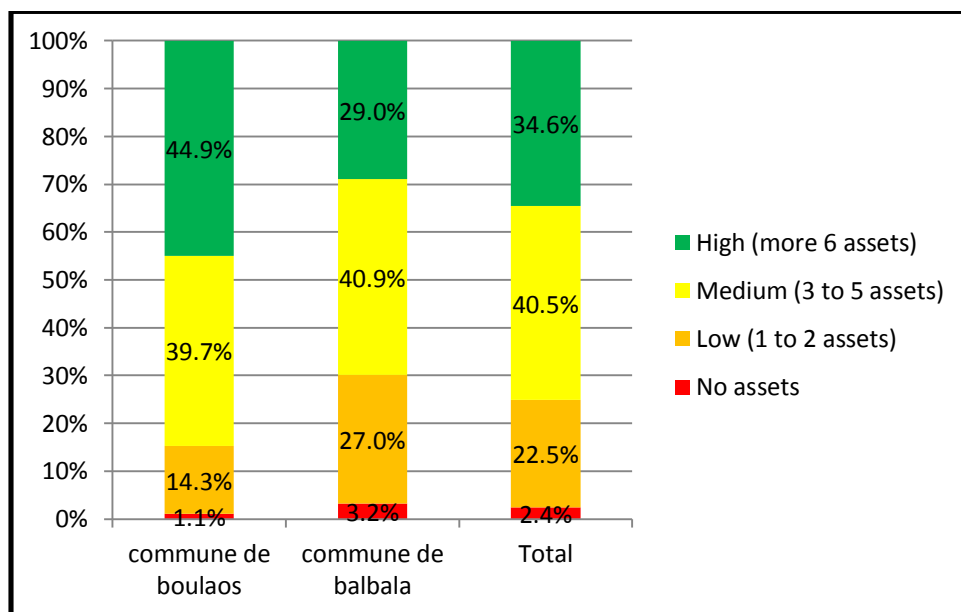
Résultats Clés

- Au niveau des quartiers pauvres de Balbala et Boulaos, le pourcentage des ménages qui possèdent peu de biens (moins de trois biens) est de 24,9%.
- La part des dépenses consacrées à l'alimentation représente 55% du budget des ménages.
- Il existe cependant une proportion importante de ménages utilisant les mécanismes non alimentaire d'adaptation de crise. En outre, entre 1,3 et 1,5% des ménages utilisent des stratégies alimentaire .d'adaptation très intense.

3.1 Possession des biens des ménages

Au niveau des quartiers pauvres de Balbala et Boulaos, le pourcentage des ménages qui possèdent peu de biens (moins de trois biens) est de 24,9%. La proportion des ménages avec une possession moyenne de biens matériels (entre 3 et 5 biens) est de 40,5%.

Figure 8 : richesse des ménages en termes de biens (par commune)



3.2 Dépenses des ménages

Au niveau des communes, les dépenses monétaires mensuelles par ménages s'élèvent à 86332 DJF en moyenne mais pour la moitié des ménages leurs dépenses ne dépassent pas 74 502 DJF.

La médiane des dépenses du ménage par ménages par mois la plus basse est de 68 733 DJF A Balbala soit environ 390 USD.

Table 7 : Dépenses des ménages par communes

Communes	Dépenses totales du ménage (30 jours) en DJF		dépenses alimentaires du ménage (30 Jours) en DJF		dépenses non-alimentaires du ménage (30 Jours) en DJF	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
commune de Boulaos	99295	87896	37828	31481	61467	51136
commune de Balbala	79275	68733	32585	29768	46690	36218
Total	86332	74502	34433	30295	51899	40324

3.3 Dépenses alimentaires et non-alimentaires des ménages

L'indicateur des dépenses des ménages est utilisé en tant qu'indicateur de Vulnérabilité Economique. L'hypothèse est que plus la part des dépenses totales pour la nourriture sont élevée, plus le ménage est pauvre. Les ménages sont moins en mesure de répondre aux besoins non alimentaires et ont moins de capacité à faire face aux chocs. La proportion des dépenses alimentaires ont été classés dans une échelle de 4 points: 1= <50% 2= 50% - 65% 3= 65% - 75% 4= ≥ 75%, sur la base des recommandations de l'IFPRI⁷. Les ménages ont été classés en fonction de la part des dépenses consacrées à l'alimentation.

Près de la moitié des dépenses consacrées à l'alimentation

Les ménages consacrent en moyenne 55% de leurs dépenses à l'alimentation. Le reste est consacré aux dépenses non alimentaires.

En fait, cette donnée cache une grande variabilité parmi les différents groups de sécurité alimentaire. La proportion des dépenses alimentaires sur le total des dépenses passe près de 82% auprès des ménages en insécurité alimentaire sévère (1,6 USD dépensés pour l'alimentation sur 2 USD totaux par ménage et par jour) à 40% pour ceux en sécurité alimentaire (7,1 sur 19,3 USD par ménage et par jour). Les ménages en insécurité

⁷ IFPRI, *Measuring Food Security Using Household Expenditure Surveys*, Smith and subandoro 2007

alimentaire (sévère et modérée) consacrent en moyenne 68% de leurs dépenses à l'alimentation.

Table 8 : Dépenses moyennes par groupe de sécurité alimentaire

	dépenses journalières/ Ménages	dépenses alimentaires/ Jour/ Ménages	Proportion des dépenses alimentaires (%)	dépenses non alimentaires /Jour/ Ménages	Proportion des dépenses non alimentaires (%)
Securité alimentaire	3423.5	1265.1	39.9	2158.4	60.1
Securité alimentaire légère ou marginale	2676.1	1128.8	45.2	1547.3	54.8
insécurité alimentaire modérée	1599.7	799.3	54.7	800.5	45.3
insécurité alimentaire sévère	350.2	274.6	81.3	75.5	18.7
moyenne	2877.7	1147.8	44.1	1730	55.9

3.4 Stratégies d'adaptation des ménages

Pour faire face aux chocs, la majorité des ménages utilisent la consommation, les dépenses de réduction et d'autres mécanismes de non-consommation. Basé sur les mécanismes de consommation, l'indice de stratégie alimentaire d'adaptation indique que plus de ménages utilisent des mécanismes d'adaptation élevés dans la commune de Balbala. En outre, entre 1,3 et 1,5% des ménages utilisent des mécanismes d'adaptation très intense. La forte proportion de ménages utilisant des mécanismes d'adaptation élevés est une indication que si les conditions de sécurité alimentaire sont mieux par rapport à une commune, les ménages subissent tout de même une pression.

Table 9 : adoption des stratégies alimentaires d'adaptation selon les communes

	stratégie de stress	stratégie de crise	stratégie intense	stratégie très intense
--	---------------------	--------------------	-------------------	------------------------

commune de Boulaos	28.6%	9.0%	0.0%	1.3%
commune de Balbala	25.6%	20.2%	1.1%	1.5%
total	26.7%	16.3%	.7%	1.4%

La stratégie non alimentaire d'adaptation permet de mesurer la capacité de réaction d'un ménage face au stress. Les Mécanismes d'adaptation non-alimentaire comprennent notamment la vente d'articles de ménage et des économies de dépenses (adaptation au stress), la vente des actifs et le retrait des enfants de l'école (mécanisme d'adaptation de crise), et la vente de terrains / maisons, la pratique d'activités illicite et la mendicité (stratégie d'urgence). Les réponses sont utilisées pour comprendre le stress et l'insécurité rencontrés par les ménages et décrit leur capacité à considérer la productivité future.

La plupart des ménages dans les deux communes utilisent des mécanismes d'adaptation faibles. Il existe cependant une proportion importante de ménages utilisant les mécanismes d'adaptation crise.

Table 10 : adoption de mécanismes non alimentaire de survie selon les communes

	stratégie de stress	stratégie de crise	stratégie d'urgence
commune de Boulaos	9.9%	20.6%	4.1%
commune de Balbala	10.0%	24.3%	3.9%
Total	10.0%	23.0%	3.9%

10% des ménages ont eu recours à des stratégies dites de stress (achat de nourriture ou autre à crédit (endettement) vendre des biens de la maison ou personnels (meuble, bijou),)

23% des ménages ont eu recours à des stratégies de crise (par exemple la réduction des dépenses non alimentaires non essentielles telles que les dépenses d'éducation ou de santé, la vente des actifs productifs).

3.5 Estimation de l'apport calorique basée sur les dépenses alimentaires

Nous rappelons que l'enquête EBC, qui constitue la source d'information que nous avons utilisé dans le cadre de cette analyse, donne une estimation des dépenses moyennes par

ménage, alimentaires et non alimentaires pour les deux communes de Boulaos et Balbala. Etant donné que ces dépenses moyennes ne sont pas réparties par produit et qu'une répartition des dépenses par produit est essentielle pour estimer l'apport (déficit) calorifique des ménages (et ainsi déterminer le panier alimentaire), nous avons appliqué une méthode de ventilation des dépenses alimentaires par produit. La méthode consiste à déterminer la clé de répartition sur base des fréquences hebdomadaire de consommation des produits, fréquences collectés au cours de l'enquête EBC. Les dépenses annuelles (versus mensuels) ainsi obtenu d'un produit donné correspondent à la part de la fréquence moyenne hebdomadaire de consommation de ce produit sur les dépenses moyennes alimentaires par ménage.

Ainsi, une estimation approximative de la ration calorique moyenne pour chaque groupe de sécurité alimentaire peut être faite sur la base de la consommation et « des dépenses alimentaires des ménages calculés suivant la méthode ci haut expliqué».

Ainsi, pour calculer l'apport énergétique total, la valeur de chaque aliment consommé a été convertie en quantités en utilisant les prix du marché. Une fois que les quantités consommées ont été estimées, ils sont convertis en Kcal en utilisant les tables de composition des aliments fournis par NutVal.[1]

Suite à cette procédure, il a été constaté qu'en moyenne, les ménages souffrant d'insécurité alimentaire sévère consomme seulement 759 kcal / personne / jour (plus ou moins 40% de la norme international de 2,100 Kcal recommandée)[2], tandis que les ménages en insécurité alimentaire modérée ont consommé 1,700 Kcal / personne/ jour.

3.6 Principales sources de revenu

En termes de type d'activité génératrice de revenus, à peu près 57% des ménages ont mentionné avoir un emploi salarié stable comme principale source de revenu, suivie par le travailleur par le travailleur indépendant (18,2%), l'ouvrier (14,9%), et la main-d'œuvre (5,3%). La proportion de ménages qui dépendent des autres activités est plus faible (voir table 10).

Pourtant, il existe des différences importantes dans le type d'activité génératrice de revenus à travers les quatre classes de sécurité alimentaire:

- Les ménages en sécurité alimentaire ont tendance à s'appuyer davantage sur les emplois salariés, qui sont plus stables et mieux rémunérés ;

^[1] NutVal a une base de données élargie de marchandises et de produits à utiliser pour évaluer l'adéquation de l'aide alimentaire

^[2] OMS "Management of Nutrition in Major Emergencies" (Prise en charge nutritionnelle dans les situations d'urgence majeures, sous presse), les besoins énergétiques moyens en situation d'urgence ont été globalement évalués à 2100 kilocalories

- Les ménages en insécurité alimentaires sévères et modérés s'appuient davantage sur le travail non qualifié occasionnel et le petit commerce, qui sont instables et mal rémunérés ;

Table 11: Principales sources de revenus par groupe de sécurité alimentaire

	Securité alimentaire	Securité alimentaire légère ou marginale	Insecurité alimentaire Modérée	insécurité alimentaire sévère
Cadre supérieur, ingénieur, assimilé	1.1%	2.4%	3.3%	0.0%
Cadre moyen, agent maitrise	4.0%	3.1%	8.7%	0.0%
Employé	59.5%	48.5%	30.3%	0.0%
Ouvrier	10.7%	16.8%	25.1%	46.9%
Manœuvre	2.3%	7.6%	6.7%	53.1%
Patron, employeur	1.7%	4.4%	0.0%	0.0%
Travailleur propre compte	19.0%	16.3%	23.8%	0.0%
Apprenti	1.8%	0.0%	0.0%	0.0%
Aide familial	0.0%	.9%	2.1%	0.0%

Section IV : Conclusions et recommandations

La situation de l'insécurité alimentaire est similaire dans les communes de Balbala et Boulaos. 11,5% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire représentant 3700 ménages (1% sévère et 10,5% modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ils ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires minimum sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles. Par ailleurs, Leur base d'actifs est très pauvre en termes de capital humain, financier ainsi que les actifs domestiques ou productifs. Il faut aussi noter que la proportion de femmes chefs de ménages dans ce groupe est également beaucoup plus.

La consommation d'aliments riches en fer, en protéines et vitamine A est insuffisante chez les ménages avec une consommation alimentaire pauvre/limite. Environ 80% de ces ménages n'ont pas consommé d'aliments riches en fer, 38% n'ont pas consommé d'aliments riches en protéines et 33% n'ont pas consommé d'aliments riches en vitamine A au cours de la semaine précédant l'enquête. La grande majorité (96,5% pour les groupes à consommation pauvre et limite et 50% pour les ménages à consommation acceptable) des ménages ne consomme quasiment pas de fruit.

Une estimation plus ou moins de l'écart d'énergie dans l'alimentation des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée a montré la consommation alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère couvre en moyenne 759 Kcal (environ 40% de la norme internationale recommandée 2100 Kcal / personne/ jour). Alors que les ménages en sécurité alimentaire modérée peuvent couvrir 1700 Kcal (environ 80% de 2100 Kcal).

Les ménages exposés à l'insécurité alimentaire sévère sont dans la situation la plus précaire, car ils n'ont pas un revenu suffisant pour se procurer un panier alimentaire qui répond aux besoins nutritionnels de leurs membres, même s'ils ont 68% de leur revenu à l'alimentation. Lors de la saison chaude, ces mêmes ménages seront confronté a une baisse de leurs revenus vu que les opportunités de travail pendant cette période sont très faibles.

Qui est en Insécurité alimentaire?

Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques de chacun des groupes de sécurité alimentaire, qui peut être utilisé pour des fins de ciblage. Il est important de mentionner la nécessité de combiner plus d'un indicateur.

		Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire légère	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
commune	commune de Boulaos	49.70%	38.70%	9.60%	2.10%
	commune de Balbala	42.20%	46.50%	11.00%	0.20%
Consommation alimentaire	Pauvre	0.00%	0.00%	38.14%	83.27%
	Limite	0.00%	3.70%	24.14%	16.73%
	Acceptable	100.00%	96.30%	37.72%	0.00%
proportion des dépenses alimentaires	<50%	77.80%	64.68%	40.01%	0.00%
	>=50%, 65%	22.20%	19.61%	12.10%	14.54%
	>=65%, 75%	0.00%	9.02%	20.82%	0.00%
	>=75%	0.00%	6.69%	27.08%	85.46%
Mécanisme d'adaptation non-alimentaire	aucune stratégie	98.33%	36.58%	28.32%	0.00%
	stratégie de stress	1.67%	18.51%	9.67%	16.37%
	stratégie de crise	0.00%	40.39%	47.36%	35.94%
	stratégie d'urgence	0.00%	4.52%	14.65%	47.69%
Chef de Ménage	Masculin	74.8%	78.6%	64.8%	64.2%
	Féminin	25.2%	21.4%	35.2%	35.8%
Statut Matrimoniale	Marié	77.9%	79.5%	69.9%	82.6%
	Célibataire	1.3%	2.7%	1.9%	0.0%
	Veuf	19.0%	14.0%	26.8%	17.4%
	Divorcé	1.8%	3.9%	1.4%	0.0%
possession de biens	Pas de bien	1.1%	2.1%	8.0%	17.4%
	1 à 2 biens	11.7%	29.4%	36.4%	64.2%
	3 à 5 biens	37.0%	43.4%	45.2%	18.4%
	plus de 6 biens	50.2%	25.1%	10.5%	0.0%

Sur la base de ces résultats, il est recommandé de mettre en œuvre des interventions de secours alimentaires et non alimentaires :

Mettre en œuvre un transfert saisonnier de vivres, d'argent ou de coupon pendant la période de soudure (Juillet et Octobre) pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée, avec une formation et / ou composante de travail en vue d'améliorer le capital humain ou physique;

L'aide alimentaire ou autre programme d'assistance alimentaire devraient essayer de couvrir les lacunes en déficit énergétiques fournissant également une alimentation plus diversifiée pour assurer un apport adéquat de micronutriments. Il est recommandé que le panier alimentaire représente environ 1230 Kcal pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée, comme le ciblage spécifique ne serait pas possible ou très difficile sur le terrain.

Panier Proposée

	g/personne/ jour	kcal	Gr/Ménage/ Mois	Kg/Ménage/ Mois	Prix du marché	Prix du coupons
Farine de Blé	67	233	9,999	10	100	1000
Spaghetti	40	139	6,000	6	200	1200
Riz	53	192	8,000	8	120	960
farine de sorgho	20	67	3,000	3	160	480
Huile	27	233	3,999	4	350	1400
Sucre	47	187	6,999	7	120	840
Haricot	27	89	3,999	4	250	1000
Lentilles	27	90	3,999	4	400	1600
Concentré de Tomates	7	5	999	1	30	30
Ration totale	313.29	1235.7628	46993.5	46.9935	prix en FDJ	8,510
norme internationale		2,100			prix en USS	48
Couverture du panier		59%				

OMEGA VALUE CALCULATION	IN-KIND	VOUCHER	OMEGA VALUE
NVS	7.40	5.27	
COST/HH/DAY	1.03	2.29	
	7.16	2.30	3.11

Alpha value calculations		
	in-kind	Voucher
Cost/hh/day	1.03	2.29
Alpha value		2.22